

*Questions orales***LA CHAMBRE DES COMMUNES**

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE DE SAINTE-LUCIE

M. le Président: Je tiens à signaler aux députés la présence à la tribune de l'honorable Stevenson King, ministre du Développement communautaire de Sainte-Lucie.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AÉROPORTS

L'AÉROPORT INTERNATIONAL PEARSON—LA CONSTRUCTION
DE L'AÉROGARE N° 3—ON DEMANDE DE RENDRE LES
DOCUMENTS PUBLICS

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Elle concerne l'aérogare n° 3 de l'aéroport international Pearson. La séance d'information donnée hier par les services du ministre à Toronto laissait dans l'ombre un élément clé. Selon les fonctionnaires, les soumissionnaires s'attendaient à un certain soutien financier du gouvernement. Deux des soumissionnaires déniaient la chose. Pour l'établissement de leurs offres les soumissionnaires avaient reçu une documentation que les services n'ont pas rendu publique.

Si le ministre tient à étayer l'argument en faveur d'un soutien financier, pourquoi ne veut-il pas rendre ces documents publics pour que les Canadiens puissent voir exactement ce qui a été dit aux promoteurs au sujet des modalités du marché?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, le comité responsable de ce projet a donné hier à Toronto une explication complète qui, me dit-on, a satisfait tous ceux qui étaient présents sauf le député, lequel aurait déclaré suivant les journaux: «Nous restons méfiants au sujet de cette affaire».

Il est impossible d'apaiser les soupçons du parti libéral sur quoi que ce soit. Il n'a ni politique, ni programme, ni principe, ni correction. Tout ce qu'il cherche à faire c'est de faire naître la suspicion à propos de tout. Mais il aura beau essayer, il ne réussira pas à faire naître la moindre méfiance au sujet de ce projet.

LA POSITION DU MINISTRE

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, les fonctionnaires ont refusé de rendre publics les documents qui, disaient-ils, font voir qu'un soutien financier est offert. Deux des personnes qui ont reçu les documents nient qu'on y trouve l'assurance d'un soutien financier. Pourquoi le ministre ne veut-il pas trancher la question en les rendant publics?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, peut-être l'honorable parlementaire veut-il nous dire de quelles personnes il s'agissait dans ces deux sociétés immobilières, à qui elles ont parlé, etc. Les fonctionnaires ont déclaré que toutes les offres prévoient que les intéressés feront connaître leur plan financier. Tous ont été invités à le faire.

Pour ce qui est des documents, une fois signé le bail de construction avec le promoteur retenu, celui dont la soumission aura été jugée nettement supérieure à toutes les autres par le comité et par le Conseil du Trésor au plan financier, tant pour sa valeur actualisée nette que pour le taux de rendement pour Transport Canada, une fois remplies toutes les conditions précédentes, je ne vois pas de raison de ne pas communiquer ces documents au comité permanent des transports ou à un autre organisme compétent.

* * *

[Français]

TÉLÉFILM CANADA

ON DEMANDE SI LA MINISTRE A CONFIANCE EN M. JEAN SIROIS

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Communications.

Hier, elle a déclaré que M. Jean Sirois, président du conseil d'administration de Téléfilm Canada, avait la confiance de l'industrie. Aujourd'hui, on découvre que M. John Ross, porte-parole important de l'industrie, a demandé que M. Sirois démissionne.

Ma question est simple: Est-ce que la ministre a encore confiance en M. Jean Sirois?

[Traduction]

L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications): Monsieur le Président, j'ai fait allusion hier à une lettre que j'ai reçue du président de l'Association canadienne de cinéma-télévision. J'en ai cité des extraits et c'est ce que je vais faire encore aujourd'hui. Il m'a dit notamment: «Nous partageons votre consternation devant les tentatives récentes de se faire du capital politique à partir de vieilles nouvelles, selon nous». Il a ajouté ensuite avoir travaillé avec Jean Sirois pour tout préparer en prévision de la venue du nouveau directeur général. J'ai cité des passages de cette lettre que je déposerai volontiers à 15 heures.

LES ALLÉGATIONS DE L'ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, je veux savoir si la ministre fait toujours confiance à Jean Sirois. A-t-elle lu la lettre dont a parlé le chef de l'opposition? Cette lettre vient de M. Pearson qui se plaint d'une ingérence ferme et manifeste de la part de M. Sirois, et qui laisse entendre que les comptes de dépenses ne passeraient pas l'épreuve d'un examen public. Il prétend que M. Sirois a reproché à certains membres du personnel d'être «rouges». Ce n'est pas nous qui faisons ces allégations, mais l'auteur de cette lettre.

Que compte faire la ministre pour mettre de l'ordre dans tout ce gâchis? Fait-elle toujours confiance à Jean Sirois? Accepterait-elle de confier à un comité d'enquête le soin de tirer cette affaire au clair?